



RAPPORT GENERAL DU FORUM

OUAGADOUGOU LES 20 ET 21 JUIN 2019

HOTEL LAICO OUAGA 2000



L'an 2019, les 20 et 21 Juin, se sont tenu à Ouagadougou, les travaux du forum sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA et le G5 Sahel, une initiative du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest, GEPPAO. La rencontre s'est déroulée dans la Salle Waongo I de Laico Hôtel Ouaga 2000.

I-DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE OFFICIELLE

La cérémonie d'ouverture officielle du forum a été présidée par son Excellence, Roch Marc Christian KABORE, président du Faso, président en exercice du G 5 Sahel. Il avait à ses côtés,

- le représentant du président de la Commission de l'UEMOA, parrain, le Pr Filiga Michel Sawadogo,
- le ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement du Burkina Faso, co-parrain, Rémis Fulgance Dandjinou,
- le Directeur de Cabinet Jean Martial ADOU, représentant le ministre de la Communication de la Côte d'Ivoire.
- le président du GEPPAO, Venance KONAN.

La cérémonie d'ouverture a connu la présence de membres du Gouvernement, des institutions de la République, des corps diplomatiques et des représentants des faïtières de journalistes.

Dans son mot de bienvenue aux participants, le président du GEPPAO, Venance KONAN, a souligné le caractère international de la rencontre, car réunissant des participants venus du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger, du Mali, du Sénégal, de la Mauritanie, de la France et de la Suisse. Il a ensuite témoigné toute la reconnaissance et la gratitude des membres du GEPPAO pour l'implication personnelle du Président du Faso dans la tenue effective du forum. En mémoire de toutes les victimes des attaques terroristes, il a invité les participants à observé une minute de silence. Situait les objectifs du forum, le président du GEPPAO a relevé



que la crise sécuritaire actuelle dans la sous-région impose aux hommes de médias de ne pas laisser arracher leur liberté d'expression et de presse si chèrement acquises. A ce propos, il a eu des phrases choques : « *Touche pas à mon Burkina. Ne touche pas à notre Burkina. Nous sommes tous du Burkina* ». Venance KONAN a évoqué dans ce contexte, une série d'interrogations qui jaillissent dans le travail journalistique au quotidien : comment assurer la couverture médiatique des actes terroristes sans faire le jeu de ceux qui sèment la peur ? Comment exercer sa liberté d'information sur le terrorisme sans entraver le travail des services d'intervention et dans le respect des victimes ? Quels sont les défis pour les journalistes? Quel rapport les journalistes devraient-ils avoir avec les autorités ? Comment s'organiser pour mieux adresser ce phénomène ? Il a conclu ses propos en espérant que la rencontre de Ouagadougou soit une contribution des médias à la lutte contre le terrorisme, un grand moment d'échanges, avec des recommandations finales qui feront avancer la cause de la paix et de la sécurité dans notre région.

A sa suite, le représentant du président de la Commission de l'UEMOA, parrain, le Pr Filiga Michel Sawadogo, a vivement salué cette initiative des hommes et femmes de médias, partenaires stratégiques de choix pour la Commission de l'UEMOA. A cet effet, il a souligné que le forum du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO) dont le thème est : « *Le rôle des médias dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : entre contraintes sécuritaires et devoirs professionnels* » témoigne de la place stratégique des médias dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme. Ce forum représente une opportunité pour nous pays sahéliens, de nous rapprocher, de discuter et de partager nos expériences afin de trouver des solutions à la crise sécuritaire qui nous préoccupe depuis plusieurs années. Loin de venir gonfler le nombre des fora, des panels, des conférences, des colloques, des ateliers etc., ce forum intervient en amont et en aval des questions sécuritaires de



l'espace sahélien en proposant non seulement des solutions de sortie de crise, mais aussi la mise en œuvre de ces solutions sous forme de projets ou de programmes qui s'en suivront automatiquement au sortie de cette rencontre.

Dans son discours officiel d'ouverture, le président du Faso, a voulu d'emblée rendre un hommage aux hommes de médias « *qui ont pour sacerdoce l'information, la sensibilisation et la conscientisation des populations* » et très souvent au péril de leur vie. Le président a salué l'initiative de l'action concertée des hommes et femmes de médias. Il a , dans ce sens ,souligné l'importance des médias dans ce contexte de crise sécuritaire rappelant qu'ils constituent des outils de sensibilisation, de formation et de conscientisation. Pour ce faire, il a invité les hommes de médias à avoir toujours à l'esprit les exigences de ce métier, et les a assuré de son engagement à favoriser une presse libre, responsable et transparente ; car évoquera-t-il, la liberté d'expression est une valeur fondamentale qui ne doit jamais être mise en péril parce que représentant un pilier de la démocratie et de l'Etat de droit. D'autre part, le président du Faso a relevé que le contexte de crise sécuritaire est aussi marqué par le développement de médias émergents qui décentralisent la production de contenus médiatiques profitant aux mouvements terroristes. Face à cette donne, il a interpellé les médias traditionnels à redoubler d'efforts pour relever les défis de la crédibilité, du professionnalisme et de la responsabilité. « *Le travail d'information de nos populations doit aller dans le sens de la positivité de l'action pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de notre vivre-ensemble* », a mentionné le président du Faso tout en encourageant les journalistes à revisiter les bases de leur sacerdoce et à « *envisager toutes les possibilités pour l'essor d'une presse qui construit et pérennise la cohésion sociale dans ce contexte difficile* ».

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par une photo de famille des officiels présents avec tous les directeurs généraux membres du GEPPAO.



II-DES TRAVAUX DU FORUM

Les travaux du forum se sont déroulés en plénière et organisés sous la forme de panels, d'une communication et d'une conférence inaugurale.

1-De la conférence inaugurale

La conférence inaugurale a porté sur le thème central du forum : « *Le rôle des médias dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest : entre contraintes sécuritaires et devoirs professionnels?* ». Elle a été développée par Dr Aichatou MINDAOU DOU, ancien Ministre des Affaires étrangères du Niger et actuellement Président-Directeur général (PDG) du bureau d'études IPITI Recherche IPITI Consulting en Côte d'Ivoire. Elle a, dans son mot introductif, souligné que cette réflexion initiée sur le rôle des médias doit faire école. Chaque composante de la société, de nos sociétés, doit définir son rôle et apporter sa contribution dans la lutte contre ce fléau qui menace l'existence même de nos États et l'aspiration légitime de nos populations à vivre en paix, en harmonie et en sécurité. Dans son développement, elle a souligné cette interrogation centrale : « *où placer le curseur entre la liberté et la responsabilité d'informer, entre le droit de savoir et le devoir de protéger, dans le respect des normes et valeurs fondamentales du journalisme* ». Celle-ci a trouvé réponse dans quatre axes de réflexion :

- Le droit à l'information dans le contexte de la démocratie,
- Les codes d'éthique et de la déontologie et leurs limites,
- La sécurité du journaliste et les relations avec les institutions de sécurité ;
- La dimension protection et la prise en compte de l'intérêt général dans la contribution des médias à la lutte contre le terrorisme afin de préserver la cohésion sociale et de contribuer à la paix et à la sécurité.



Tout en réaffirmant le droit pour le citoyen d'être informé sur les questions d'intérêt général, notamment des actes et des menaces terroristes et les réponses qui y sont apportées par les pouvoirs publics, elle a rappelé cette réflexion qui doit toujours trotter dans les esprits : lorsque le travail du journaliste profite à la propagande terroriste en amplifiant le climat de terreur et d'insécurité, ou encore en diffusant des informations sensibles en matière de sécurité nationale, l'on est en droit de se demander si la liberté d'expression donne le droit de tout dire, de tout écrire, de tout diffuser, de tout dessiner ? A son avis, le journaliste n'a pas le droit de tout dire, de tout écrire et de tout diffuser. Elle a, de ce fait, interpellé les médias à montrer leur disposition à mettre en avant l'intérêt général. Dans ce sens, elle recommande l'élaboration d'un Code de conduite accepté et respecté par tous les acteurs dans le domaine des médias, code qui définirait, entre autres, les moyens permettant de tenir le public informé sans accentuer de façon indue l'impact du terrorisme. Sa deuxième recommandation porte sur l'instauration d'un dialogue entre les médias, les partis politiques, les populations, la société civile et les autorités, sur les défis que représente l'information sur les questions de sécurité et sur les moyens de les relever. Enfin, elle insiste sur le développement de la confiance entre tous les acteurs.

De la Communication sur le thème : Quels sont les mécanismes les plus adaptés en matière de maintien et consolidation de la paix pour les pays de la région ?, animée par Soumeylou Boubèye MAIGA (Ancien Premier ministre du Mali).

Cette communication faite par notre hôte de marque a situé les participants sur cinq grands facteurs explicatifs de la crise sécuritaire actuelle : le facteur structurel lié à la situation géographique et la fragilité structurelle du Sahel, le facteur économique avec le développement du trafic, le facteur lié à l'évolution d'Al Qaida dans la région du Sahel, le facteur lié aux dynamiques locales et le facteur lié à l'islamisme radical. Pour lui, la menace actuelle est transnationale et demande de mettre la



coopération au centre de la réponse. Cela exige également la coordination des moyens de lutte, la mise en commun des moyens militaires, la territorialisation des politiques publiques, l'universalité des prestations, la loyauté envers l'Etat. Le communicateur a particulièrement insisté sur le champ religieux en l'occurrence, l'administration du champ religieux par la réglementation des lieux de culte, la réglementation de la collecte des fonds, la réglementation des contenus de prêches, la professionnalisation des fonctions dans la mosquée et la coalition civile car les citoyens doivent apprendre à dénoncer.

2-DES TRAVAUX EN PANELS

PANEL I : La place des médias dans la lutte contre le terrorisme : états des lieux avec pour sous-thèmes :

- les contraintes des médias dans la lutte contre le terrorisme
- la collaboration entre médias et gouvernements
- la collaboration entre Forces de l'ordre et médias

Compte tenu de l'absence des panélistes annoncés, ce panel a fait l'objet d'échanges directs entre les participants sous la modération de Louis Modeste Ouedraogo.

Les échanges qui ont suivi ont permis de dégager des points d'accord :

- les hommes de médias doivent éviter de favoriser le développement de facteurs pouvant aider les terroristes à agir ;
- l'élaborer d'un code de conduite à vulgariser dans ce contexte de crise sécuritaire , car ce qui est utile à dire n'est pas toujours ce qui est bon à dire en situation de terrorisme.
- le développement de la confiance entre tous les acteurs (le gouvernement, les hommes de sécurité et les journalistes)



-renforcer les capacités d'action des journalistes non seulement à travers l'équipement, la formation en techniques spécifiques de traitement de l'information sur le terrorisme et la bonne collaboration avec les hommes armés.

PANEL II : Les nouveaux défis sécuritaires dans la Zone UEMOA et dans la région du G5 Sahel avec pour sous-thèmes :

- la cartographie des groupes terroristes
- le terrorisme dans son expansion sous-régional : causes, facteurs et mesures préventives
- la coopération dans la lutte contre le terrorisme transfrontalier

Il a été développé par les experts suivants :

- Serges Daniel GBOGBOHOUNDADA (Journaliste-écrivain - Mali)
- Bakoum KANTE (Commissaire de Police - Mali)
- Laurent KIBORA (Consultant Burkina Faso),
- Mahamadou SAVADOGO (consultant USAID Burkina Faso),
- Lalo OUMAROU KEITA (Conseiller principal en communication du PM - Niger)

Les différentes communications ont permis aux participants de mieux appréhender l'historique des mouvements terroristes, l'identité des groupes armés terroristes, l'évolution de la menace extrémiste violente du Mali vers le Burkina Faso et les modes opératoires. Les échanges ont par la suite permis de noter que la démarche actuelle dans la sous-région en termes de réponse à la lutte n'est pas la bonne, car il y a une absence réelle de stratégie. Pour la plupart des intervenants, le tout sécuritaire ne résout pas le problème s'il n'y a pas de bonne gouvernance, une bonne collaboration efficiente entre les différentes forces de défense au plan local et les missions des Nations-Unies.



PANEL III : La crise sécuritaire et son impact dans le développement socio-économique de nos Etats avec pour sous-thèmes :

- les liens entre criminalité économique, financière et terrorisme
- la différence de traitement médiatique des actes terroristes selon leurs lieux de survenance : les zones rouges en question
- la lecture de quelques acteurs au développement
- la promotion des destinations touristiques et les défis sécuritaires

Les panélistes étaient composés de :

- Jean Michel LAVOIZARD (Expert en sécurité - Côte d'Ivoire),
- Catherine MORAND (Journaliste - Suisse),
- Mme Rosalie BALIMA (Représentant de l'ONTB)

Des interventions des panélistes, l'on retiendra que cela fait pratiquement une dizaine d'années que la situation sécuritaire actuelle a pour corollaire une raréfaction des opportunités d'affaires et le développement de nouvelles formes de criminalité comme le commerce illicite, la contrebande, la contrefaçon, en somme une économie du terrorisme qui se greffe progressivement sur l'économie normale. Les exemples palpables comme la cartographie des zones rouges qui freinent le développement du tourisme d'affaires à l'image des chiffres présentées par l'Office national du Tourisme Burkinabé. Les intervenants ont aussi relevé que la stratégie globale face à la crise sécuritaire, n'est pas satisfaisante et que la puissance publique se prive essentiellement de deux acteurs que sont le secteur privé et la société civile.

PANEL IV : Quelles stratégies communes de lutte contre le terrorisme et la criminalité ? avec pour sous-thème :

- La vision du G5-Sahel sous le mandat du Burkina



-Quelles démarches d'éducation et de sensibilisation adoptées par les médias ?

Il a été développé par

-Alexis KALAMBRY (Directeur de publication - Mali),

-Norbert KOHOUN (coordonnateur, point focal G5-Sahel Burkina Faso).

Avec le premier intervenant, les participants ont appris que la couverture du terrorisme par les médias va au-delà du factuel pour interroger le phénomène lui-même, ses origines et ses conséquences. Il est également ressorti que la couverture du terrorisme requiert également une connaissance profonde du contre-terrorisme. Celui-ci agrège de nombreuses institutions, ministères, services et unités, qui sont chargés de missions et dotés de prérogatives particulières.

Ensuite avec le deuxième intervenant, les participants ont découvert l'institution G5 Sahel, ses objectifs, ses mécanismes d'intervention et les priorités d'action sous le mandat du Président Roch Marc Christian Kaboré.

PANEL V : Comment restaurer durablement la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest ? avec comme sous-thème :

-Comment lutter contre les causes économiques, démographiques, climatiques, politiques, sociales et historiques des conflits en Afrique de l'Ouest ?

-Comment prévenir les violences ethniques, intercommunautaires, religieuses en Afrique de l'Ouest?

Ce dernier panel a mobilisé des experts de profils diversifiés

-Hamadoun TOURE (Expert en Communication - Mali),

-Rachid PALENFO (Commissaire de Police – Burkina Faso),



-Abbé Alfred BONKOUNGOU (spécialiste de l'intégration communautaire - Burkina Faso)

-Isselmou Moustapha SALIHI (Rédacteur en chef - Mauritanie).

Selon les propos de l'Abbé Alfred Bonkougou, l'éducation et la formation sont des moyens par lesquels les Etats peuvent faire face au fondamentalisme religieux qui est fondamentalement la sève nourricière du terrorisme. L'Etat n'a pas à discuter avec la religion sur ce que propose l'aile verticale ou théologique. Mais l'animation de la dimension sociale est une offre que la religion se propose de donner à la société. Lorsque l'Etat se rend compte que la fonction sociale d'une religion ne rend pas service à l'équilibre de la paix et de la sécurité, il doit être en mesure de l'interpeller pour sauvegarder la cohésion sociale. Il est évident que tout ce qui va dans le sens du sectarisme, du communautarisme et du rejet d'autrui détruit la paix et la cohésion sociale. Pour prévenir les violences religieuses, les Etats doivent impérativement mettre en place un cadre légal ou un dispositif institutionnel qui lui permet de dialoguer avec la fonction sociale des religions. Quant aux violences intercommunautaires, c'est essentiellement sur le levier des médiateurs et de leurs structures sociales que les ministères en charge doivent actionner à la manière d'un conducteur prudent et avisé.

Quant au Commissaire Rachid Palenfo, la paix et la sécurité constituent à ce jour le défi majeur pour l'Afrique en général et la communauté ouest africaine en particulier. Les médias ont une contribution à apporter aux Etats en proie aux conflits. Le commissaire Palenfo a relevé que les mécanismes de désescalade de la violence passe par la bonne gouvernance et le renforcement du contrat social (parenté à plaisanterie, dialogue intercommunautaire, cadre de prévention et de gestion des conflits), la matérialisation consensuelle des frontières, la solidarité et la mutualisation des efforts dans les différents domaines. Il a ajouté la



répartition équitablement des fruits de la croissance et la considération des problèmes des minorités, entre autres.

La dernière communication du forum a été donnée par Monsieur Vasiriky TRAORE, Conseiller spécial du Président de la République de Côte d'Ivoire sur le sous-thème : « *le renseignement comme arme de lutte contre les menaces sécuritaires émergentes* ». Il a relevé que les menaces « émergentes » s'opposent aux menaces classiques et qu'on en distingue trois types de menaces majeures: le terrorisme violent, les conflits communautaires et les actions dans le cyberspace. Le communicateur a indiqué que le terrorisme n'est plus en soi une menace virtuelle en Afrique, mais une triste réalité dont les mutations doivent nous alerter. Depuis le retour de djihadistes des zones de conflits, notamment de la Syrie, de la Libye voire de l'Irak et il y a quelques années de l'Afghanistan, sanctionné par le partage de connaissances et des techniques de guérilla et qui se manifeste par des attaques complexes avec des moyens hybrides au Mali contre les FAMA, Barkhane, la MINUSMA et les Forces de Sécurité du Burkina Faso et du Niger par l'emploi d'engins explosifs improvisés), l'application de procédés éprouvés (fermeture des écoles « occidentales », le « soutien » aux populations et attaques uniquement de postes faiblement protégés ...) sont autant de signaux d'alerte. Le deuxième type est lié aux conflits communautaires qui peuvent servir de paravent pour des acteurs ayant un agenda-caché. Ainsi, se cristallise dans la bande sahélo-sahélienne des frustrations, des amalgames et autres revendications autour de la question peulh. Les conflits communautaires qui commencent souvent comme de simples conflits d'usage (conflits agropastoraux) sont rapidement récupérés voire instrumentalisés par les mouvements terroristes. L'émergence de ce type de signal faible est à prendre en compte avant le basculement dans le radicalisme. Car le terroriste frappe où il veut, quand il veut et avec les moyens en sa possession. Enfin, le troisième type est lié aux menaces dans le cyberspace. L'augmentation du nombre de connexions et de données associées représente ainsi une



véritable aubaine pour les cybercriminels et leur offre encore plus d'opportunités de s'enrichir. Pour cela, ils s'appuieront encore davantage sur des menaces sophistiquées telles que les ransomwares, logiciels de demande de rançon. Face à cela, il a indiqué trois scénarii possibles dans lesquels l'on pourrait se retrouver : la manipulation de tous les programmes de développement humain, économique, social et culturel d'un pays faible par un Etat- Puissance X ; la mise à mal des institutions étatiques par un groupe local ayant une expertise avérée sous forme de contestation de l'autorité à partir d'un prétexte même insignifiant, enfin, la création et la mise en œuvre d'un algorithme universel par les puissances pour mieux asseoir leur domination et influencer les instruments de mondialisation par le commerce, la culture les médias, le climat, etc. Pour le conférencier, il y a lieu que le renseignement change de paradigme en passant du tout sécuritaire à la sécurité humaine. Cette approche implique une réorganisation structurelle des services de renseignement et une réorientation stratégique de leurs missions. Il s'agit d'ouvrir le renseignement à des champs de compétence nouveaux par le recrutement de sociologues, de journalistes de psychologues, d'environnementalistes, etc. pour une meilleure compréhension des menaces. Il faut également renforcer les capacités du personnel du renseignement pour lui permettre de faire face efficacement aux menaces sécuritaires nouvelles. Ces actions ne vont pas sans une nécessaire ouverture, même limitée au monde extérieur souvent en avance en termes de perspectives. Du point de vue stratégique, les services de renseignement doivent tenir compte dans l'élaboration des Plans Nationaux d'Orientation du Renseignement de toutes les nouvelles menaces sécuritaires, et non plus se limiter à sauvegarder l'intégrité des institutions de l'Etat. Cette approche devrait faire l'objet d'une légitimation et d'une sanctuarisation par les plus hautes autorités afin de renforcer l'action des services tant en interne qu'avec les partenaires internationaux. C'est un gage de crédibilité et un référentiel de vérification



des actions menées pour lutter contre les menaces préalablement définies.

III-DE LA CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été présidée par le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement représentant son Excellence M. le Président du Faso, patron du forum. Il avait à ses côtés le ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Ambroise Niouga Ouédraogo. La cérémonie de clôture intervenue autour de 17H30 mn dans la journée du vendredi 21 Juin, a été ponctuée par la lecture du Rapport général des travaux, lu par le Secrétaire général du GEPPAO, Mahamadi TIEGNA, les motions de remerciements, les recommandations et l'Appel de Ouagadougou. L'Appel de Ouagadougou est une initiative des organisateurs du forum et qui rend compte des grandes orientations issues des travaux devant servir de lignes directrices pour les actions à venir (voir Annexes).

Dans le discours de clôture du Président du Faso lu par le ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Remis Fulgance Dandjinou, il a salué les conclusions auxquelles sont parvenus les participants : la mise en place d'un Comité scientifique appelé à poursuivre l'excellente réflexion entamée au cours de ce forum et l'élaboration d'un projet d'éducation et de sensibilisation des acteurs des médias de la sous-région dans le sens d'une participation plus efficace à la lutte contre le terrorisme à soumettre à la Commission de l'UEMOA. Pour lui, le forum de Ouagadougou a posé les bases d'une action concertée portée par la sous-région. *« Nous avons plein espoir que cette contribution portera ses fruits dans le quotidien des populations de la zone G5-Sahel. C'est une évidence que les Africains sont à même de trouver des solutions endogènes aux problèmes africains avec l'accompagnement de nos partenaires techniques et financiers »* a-t-il mentionné. Il a noté que son accompagnement pour la tenue de cette rencontre témoigne si



besoin est de l'engagement des gouvernements du G5-Sahel à apporter le soutien nécessaire aux médias pour mieux bénéficier de leur apport dans cette lutte âpre contre le terrorisme. C'est sur ces mots qu'il a déclaré clos le forum de Ouagadougou sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA et le G5 Sahel.

Fait à Ouagadougou le 21 Juin 2019

Le Rapporteur Général

Paul Ismaël BICABA



LES ANNEXES

MOTIONS DE REMERCIEMENTS

Nous, participants au forum du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO) sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA , tenue à Ouagadougou les 20 et 21 Juin 2019, remercions :

1. SEM Roch Marc Christian KABORE, pour le Patronage du forum et son implication personnelle dans sa réussite ;
2. SEM Alassane Dramane OUATTARA pour son soutien pour l'organisation matérielle du forum.

Fait à Ouagadougou, le 21 Juin 2019

Les participants



RECOMMANDATIONS

Nous, participants au forum du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO) sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA , tenue à Ouagadougou , les 20 et 21 Juin 2019, faisons les recommandations suivantes :

1. À l'endroit des médias :

- Créer des espaces d'information, d'éducation et de sensibilisation sur le vivre ensemble ;
- Travailler à la spécialisation des journalistes reporters au traitement de l'information sécuritaire ;

2. À l'endroit des gouvernants :

- Faciliter le travail des journalistes en renforçant leur capacité d'intervention sur le terrain ;
- Développer la confiance en valorisant les médias nationaux et en instaurant un climat de confiance entre les acteurs de la lutte.

3. À l'endroit des institutions sous régionales :

- Travailler à renforcer les capacités d'action des journalistes à travers l'équipement et la formation ;
- Développer avec les membres du GEPPAO des projets et programmes éducatifs dans les domaines de la paix et de la sécurité.

Fait à Ouagadougou, le 21 Juin 2019

Les participants



L'appel de Ouagadougou

Nous, participants au forum du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO) sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA , tenue à Ouagadougou, les 20 et 21 Juin 2019 :

1.-Appelons l'UEMOA et le G5 SAHEL à soutenir la formulation de projets éditoriaux sur les questions de paix et de sécurité ;

2.-Appelons l'ensemble des médias en particulier ceux membres du GEPPAO, au développement dans leurs colonnes des espaces d'information et d'éducation sur les questions de paix et de sécurité ;

3.- Appelons à la mise en place et à la valorisation d'un comité d'experts issu de ce forum, avec rang consultatif pour nos gouvernants ; ce comité d'experts est dénommé " *Conseil Scientifique de l'Appel de Ouagadougou (CSAO)*".

4.-Appelons à l'édiction d'une charte d'éthique commune en situation de crise sécuritaire.

Note synoptique du Conseil Scientifique de l'Appel de Ouagadougou (CSAO)

Le Conseil Scientifique de l'Appel de Ouagadougou est composé d'hommes et de femmes de compétences riches et complémentaires dont la tâche est de reprendre le flambeau de ce forum et de travailler jour et nuit pour sortir des solutions durables aux problèmes que nous vivons. Ainsi, le Conseil Scientifique de l'Appel de Ouagadougou (CSAO) aura pour objectif d'assister le G5 Sahel, l'UEMOA, la CEDEAO et d'une manière générale toutes les organisations internationales qui militent pour la démocratie et la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, les droits de l'homme et les libertés publiques, la liberté de presse, le développement économique et sociale de l'Afrique de l'Ouest. Avec une telle initiative, nous avons l'espoir que des solutions africaines seront désormais trouvées aux problèmes africains par des Africains avec l'accompagnement de nos partenaires techniques et financiers.

Liste des membres du CSAO sous la présidence de Son Excellence Roch Marc Christian KABORE

1-M. VENANCE KONAN



- 2-M. Soumeylou Boubeye MAIGA
- 3-Mme Aissatou MINDAOUDOU
- 4-M. Mohamed BAZOUM
- 5-M. Mahamadi TIEGNA
- 6-M. Serge DANIEL GBOGBOHOUNDADA
- 7-M. Rachid PALENFO
- 8- M.KIBORA Laurent
- 9-M. SAWADOGO Mahamoudou
- 10-M. Valentin MBOUGUENG
- 11-Mme GUEL Attébié
- 12-Isselmou SALIHI
- 13-BICABA Paul Ismael

Fait à Ouagadougou, le 21 Juin 2019

Les participants



**TERMES DE REFERENCE DU FORUM DE OUAGADOUGOU SUR LA
SECURITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LA ZONE
UEMOA.**

THEME : Du rôle des medias de l'UEMOA dans la lutte contre le terrorisme entre contraintes sécuritaires et devoirs professionnels. Quel type de politique commune dans le cadre de la mise en œuvre du G5 Sahel ?

Ouagadougou du 20 au 21 Juin 2019



1-PRESENTATION DU CADRE DU FORUM

Le Groupement des Editeurs de Presse Publique de l'Afrique de l'Ouest (GEPPAO) a été institué par l'Assemblée Générale Constitutive du 11 décembre 2014 à Abidjan, par tous ses membres fondateurs présents. A l'unanimité, monsieur Venance Kouassi Konan, Directeur Général de la Société Nouvelle de Presse et d'Editions de Côte d'Ivoire (SNPECI) a été élu Président, pour une durée de 3 ans.

Etaient présents à cette Assemblée Générale Constitutive, les membres fondateurs, Directeurs généraux d'organes d'éditions et de presse publique du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal, du Bénin et de la Côte d'Ivoire. Ils ont donc décidé de partager leurs savoir-faire, compétences et expériences à travers des relations partenariales mutuellement enrichissantes, profitables à leurs pays et à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Le GEPPAO dans le cadre de ses activités planifie d'organiser des évènements dans les pays membres dont :

- le forum ayant pour thème : « Election, démocratie, et violences en Afrique. L'état des lieux.», qui s'est déroulé du 21 au 22 septembre à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- le « Salon Femme d'Afrique », un évènement culturel à vocation annuelle qui se déroulera à Abidjan et sera parrainé par madame la Première Dame Dominique Ouattara ;
- le forum intitulé « La problématique de l'immigration dans les pays de l'Afrique de l'Ouest » au Niger ;
- le Forum sur la sécurité au Burkina Faso dans un contexte de montée en puissance des groupes terroristes dans la bande sahélo-saharienne et de l'insécurité croissante ;
- le colloque à Dakar sur « La problématique du franc CFA » ;



- le forum sur « la problématique du transport dans la zone UEMOA » organisé au Maroc.

DANS LE CADRE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE, LE GEPPAO ŒUVRE À LA MUTUALISATION DES EFFORTS ET DES MOYENS POUR RÉUSSIR LEURS MISSIONS D'INFORMATION ET DE FORMATION DES OPINIONS PUBLIQUES AINSI QUE LA CRÉATION D'ESPACE DE RÉFLEXION ET DE PARTENARIATS ENTRE LES JOURNAUX DE SERVICE PUBLIC DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.

2- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au lendemain des attaques terroristes du 11 Septembre 2001, la configuration de la situation sécuritaire mondiale a connu un changement radical avec l'apparition de groupes terroristes très meurtriers et bien organisés. La métaphore de David et Goliath s'imposait partout dans le monde au vu des dégâts infligés aux tours jumelles et au Pentagone, symboles de la superpuissance des États-Unis, par les membres d'un groupe incapable d'affronter les États-Unis dans une guerre conventionnelle et inversement égal à la première puissance militaire mondiale. Ces événements sont des exemples de réussite de propagande du fait qu'ils ont atteint un écho remarquable dans les médias et suscité l'attention des autorités et de la communauté internationale. De plus en plus on parle de « terrorisme à finalité médiatique » (mass-mediated terrorism) caractérisé par l'existence d'un lien existentiel entre le terrorisme et la publicité à travers les mass media¹. Les médias constituent alors un canal idéal pour la publicité des groupes terroristes dont l'objectif premier est de se faire entendre et connaître.

¹ Brigitte L . Nacos : média et terrorisme, du rôle central des médias et des médias dans le terrorisme et le contre-terrorisme ; page 12



En commettant des actes violents, la plupart des criminels ne le font pas à des fins de propagande ni pour promouvoir une cause politique. A contrario, les individus ou les groupes d'individus qui se livrent à la violence politique voient dans leurs actions un moyen d'attirer l'attention des médias et un écho à leurs objectifs. Selon Schmid et de Graaf, contrairement au criminel ordinaire dont la victime est volontairement choisie, pour le terrorisme la victime n'est qu'un instrument, la peau d'un tambour que l'on bat pour alerter un large public. En cela tout acte terroriste est un acte de communication. Pour le terroriste c'est le message qui importe, pas la victime.

La sécurité et la stabilité des pays de la bande sahélo-saharienne sont fortement menacées par le terrorisme dont les actions suicidaires se multiplient à une vitesse exponentielle. La vaste étendue de l'espace sahélo-saharien, combinée à la porosité des frontières constituent un facteur propice à toutes sortes de trafics, d'activités criminelles et mafieuses. A la pauvreté des populations, s'ajoute les revendications identitaires et la montée en puissance de l'islamisme radicale faisant de la bande sahélo-saharienne une zone de prédilection pour le terrorisme et le «djihad».

A ce propos, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la Mauritanie dans son rapport de 2012 note : *« Sur le plan opérationnel, l'immensité, la dilution, la porosité et la vulnérabilité des populations sont les principales caractéristiques des zones frontalières où se déploient en permanence les terroristes sahélo-sahariens. Elles présentent des atouts tactiques et stratégiques très intéressants en termes de mobilité et de dissémination des forces sur de très grands espaces ».*

Plus loin, le rapport met en relief l'influence des conflits armés sur le terrorisme. En effet, cette zone dominée par les conflits armés du Sahara



Occidental (En Algérie et au Maroc), de la Casamance (Sénégal), de la rébellion touarègue au Mali et de la chute de Mouammar Kadhafi, offre un contexte favorable à l'épanouissement du terrorisme. Dans ce contexte d'insécurité et de conflit armés, les pays de la bande sahélo-saharienne ont mis en œuvre bon nombre d'initiatives politiques, socioéconomiques et sécuritaires afin de faire face à la menace «djihadiste » et terroriste.

C'est ainsi que le projet « **Dialogue sécuritaire dans l'espace sahélo-saharien** » initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung-Mali a vu le jour pour relever les défis sécuritaires dans la bande sahélo-saharienne et au Maghreb à travers le dialogue national et sous régional. Des études pays ont été commanditées dans les pays concernés par le projet dont l'Algérie, le Burkina, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie. A ce sujet, les conclusions de l'étude pays intitulé : **Les défis des enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien**, de NOURI BEN TAOUS, général de brigade et ancien Directeur général de l'Institut de défense nationale de la Tunisie sont fort intéressantes. Dans son rapport , il affirme: « *En l'absence d'une action coordonnée et d'une approche globale en matière de lutte contre les multiples formes de terrorisme et de trafic, aucun pays ne sera à l'abri des dangers présents dans la zone maghrébo-sahélienne. La lutte contre ces menaces devrait s'accompagner d'un ensemble de mécanismes, sécuritaires, législatifs, financiers et de coordination. Pris ensemble, ces mécanismes constituent les outils contre le terrorisme et les trafics illicites. L'objectif consiste à créer un environnement hostile à la prolifération de ces fléaux* »².

² NOURI BEN TAOUS, **Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien**, La perspective de la Tunisie, p.17



Au Burkina Faso, face à l'insécurité, le pays a pris des mesures afin de renforcer la sécurité des biens et des personnes. Ces mesures sont : la création d'un service de renseignements autonome, l'ANR (Agence Nationale de Renseignement), la communauté Burkinabé de renseignements, l'identification de toutes les puces téléphoniques actives, le renforcement des contrôles au niveau des frontières ainsi qu'autour des points stratégiques (aéroports, hôtels), la création de la police de proximité, qui, à travers les structures communautaires locales de sécurité et les coordinations communales de sécurité, contribuent à la veille sécuritaire et de renseignement, etc. Il faut noter aussi la coopération régionale et internationale renforcée par la coopération bilatérale et multilatérale à travers les actions suivantes :

- le Projet d'Appui au Renforcement de la Sécurité Intérieure du Burkina (PARSIB), destiné aux brigades anti-banditisme et terrorisme, (les ABT) et initié par l'Union Européenne,
- le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) qui vise à combattre la pauvreté au Sahel, (le terrorisme étant également une question de pauvreté),
- le projet Coordinated Border Management in Niger, Mali, Mauritania and Burkina Faso (Gestion coordonnée des frontières au Niger, Mali, Mauritanie et au Burkina Faso) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dont le Burkina Faso a bénéficié en 2016 et qui est financé par le gouvernement du Japon. C'est au cours de ce projet que le produit MIDAS a été lancé. MIDAS est un système qui permet de contrôler électroniquement les flux migratoires aux points de passage frontalier.

Dans ce contexte, la place des média et la dimension stratégique de l'information s'est accrue dans la lutte contre le terrorisme ces dernières



années, tant au niveau interne qu'externe, sous l'affirmation des stratégies de défense nationale et de sécurité intérieure que régionales.

De fait, la communication en temps de crise a progressivement remplacé la communication traditionnelle et semble être devenu l'activité principale des médias face au terrorisme. Ces nouvelles priorités ont eu plusieurs conséquences :

- la collaboration entre FDS et médias dans le traitement et la diffusion de l'information;
- le développement d'une analyse plus fine de la place des médias dans la lutte contre le terrorisme;
- la nécessité d'harmoniser les politiques de communication dans l'espace UEMOA et du G5 Sahel, car si le traitement traditionnel de l'information s'inscrivait dans un contexte national, le cadre du G5 Sahel s'inscrit, lui, dans une dynamique d'harmonisation des politiques de communication des pays de cet espace.

Face à l'évolution de la menace terroriste, les médias doivent donc sans cesse s'adapter, en cherchant, de manière continue, à donner l'information juste sans servir de terrain publicitaire pour les groupes terroristes mais œuvrer à la combattre par la sensibilisation des populations.

C'est dans ce contexte que plusieurs rencontres ont eu lieu au Burkina Faso dont le Festival International sur la Liberté d'expression et de Presse, FILEP 2017 dont le thème était: Défis sécuritaires en Afrique: Rôle et responsabilité des médias, le Programme d'Urgence Média et Sécurité lancé en 2017 pour encadrer le rôle des médias dans un contexte de lutte contre le terrorisme et renforcer la collaboration entre Médias et Forces de défense et de sécurité, le forum Média et sécurité organisé par le Centre National de Presse Norbert Zongo du 8 au 10 Août 2018 etc.



Dans le nouvel environnement international, les Etats ont tous compris que le rôle des médias est incontournable et inaliénable dans la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Pour stimuler la collaboration des populations, lutter contre la radicalisation et mener un combat idéologique, disposer de médias expérimentés et engagés constitue un atout stratégique de tout premier plan.

Il importe donc, d'admettre définitivement à ce propos, le postulat selon lequel, les politiques de lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA et du G5 Sahel pour être efficaces, doivent non seulement être en harmonie avec les politiques de communication mais aussi ces politiques de communication doivent être en harmonie entre tous les pays membres.

C'est pour apporter sa contribution à la bataille que le GEPPAO entend organiser un forum sous régional des pays de l'UEMOA englobant ceux du G5Sahel sur le rôle des médias dans la lutte contre le terrorisme dans cet espace ainsi que sur la nécessité de leur harmonisation. Il s'agit d'une approche sous régionale et communautaire de la place des médias dans la lutte contre le terrorisme basée sur des réflexions et de partage d'expérience autour de plusieurs ateliers et d'une plénière.

1. OBJECTIFS DU FORUM

L'objectif global du forum sur l'harmonisation des politiques de communication face au terrorisme dans la zone UEMOA et des pays du G5Sahel est d'accompagner les efforts des Gouvernements des pays de l'UEMOA dans la mise en œuvre du G5Sahel dans un contexte d'insécurité et de montée en puissance des groupes terroristes.

Plus spécifiquement ce forum a pour objectifs :



- ✓ Saisir les mécanismes des bonnes pratiques en matière de communication dans un contexte de lutte contre le terrorisme;
- ✓ Comprendre et recueillir les points de vue des spécialistes des différents pays en vue d'établir une collaboration en matière de d'harmonisation en matière de communication dans la lutte contre le terrorisme;
- ✓ Dégager une politique commune en matière de communication dans la lutte contre le terrorisme dans la zone UEMOA et dans la mise en œuvre du G Sahel.

2. PUBLIC VISE

- Les membres des média de la communauté des pays de l'UEMOA;
- Les membres des différents corps de défense et de sécurité des pays de l'UEMOA et du G5 Sahel;
- Les spécialistes en défense et sécurité ;
- Les Représentants des institutions de la République et des services stratégiques des Etats de l'UEMOA et du G5 Sahel.
- Les représentants des populations les plus touchées par le terrorisme.

3. LIEUX ET DATE DE L'ETUDE

Le forum se déroulera à Ouagadougou dans la Salle des Conférences de Ouaga 2000 **les 20 et 21 Juin 2019.**

4. EQUIPE D'ANIMATION

Un Comité d'organisation est mis en place composé essentiellement des membres du GEPPAO, les spécialistes en défense et sécurité et les différents représentants des bailleurs de fond ou du Gouvernement.



5. MODALITES DES PARTICIPATIONS ET INSCRIPTIONS

Les modalités de désignation des participants en vue de leur inscription au Forum sont laissées à la discrétion des services concernés et sur invitation du GEPPAO.

6. RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION

Le comité d'organisation du GEPPAO par courriel aux adresses suivantes :

[-venance.konan@fratmat.info,](mailto:venance.konan@fratmat.info)

[-mahamaditiegna@yahoo.fr,](mailto:mahamaditiegna@yahoo.fr)

[-laurentkibora@gmail.com,](mailto:laurentkibora@gmail.com)

[-elbicab@gmail.com](mailto:elbicab@gmail.com)

Téléphones au 00226 70 43 33 77 / 0022544000035,
0022670200699/ 0022670229492.

Un site Internet dédié est conçu pour les besoins d'informations, d'inscription et de visibilité du forum : www.geppao.info

